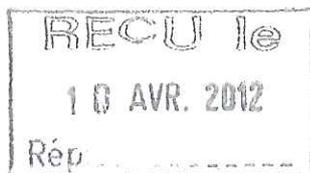




Tél : 01 48 10 86 29

Fax : 01 48 10 86 26



Ligue Nationale Contre le Cancer  
14 rue Corvisart  
75013 Paris  
À l'attention de Mme GODET

Pantin, le 6 avril 2012

Chère Madame Godet,

Merci de votre lettre concernant les revendications portées par la Ligue contre le Cancer que vous présidez. Avant de reprendre ces cinq points, je voudrais saluer le rôle que la Ligue joue dans l'organisation de la lutte contre le cancer sous toutes ses formes, depuis l'accompagnement des familles et la prévention jusqu'au soutien aux recherches les plus pointues. La mobilisation populaire autour d'une telle cause est extrêmement importante. Il est en revanche parfaitement indigne que l'engagement des gouvernements dans le même combat ne soit pas, lui, à la hauteur des enjeux. Vos préoccupations rejoignent celles de tous les professionnels de santé, et plus largement de toute la population, face à des mesures de restriction des moyens qui, depuis des années, mettent en péril la prévention et l'organisation des soins. La gravité de la pathologie cancéreuse rend encore plus criante l'inanité de cette politique dont les conséquences s'expriment dans des chiffres de décès insupportables et des souffrances accrues pour les patients et les familles. Il est courant parmi les politiciens qui se succèdent à la tête du pays depuis des décennies de parler de la santé comme d'un « coût ». Cela est parfaitement aberrant car c'est au contraire là un bien collectif commun, dont la préservation et la promotion devraient être une priorité absolue, de la même façon que devraient l'être l'éducation ou le logement.

Le problème de l'organisation globale des soins que vous posez est, de fait, celui du service public de santé en général. Comme la poste ou l'école, le service public de santé - sous toutes ses formes, depuis le kinésithérapeute de ville jusqu'à l'hôpital spécialisé - doit être organisé pour répondre aux besoins des patients (et sans tenir compte de leurs moyens financiers). Cela n'est pas le cas en général mais, de plus, la politique de ces dernières années qui vise à faire payer la crise économique à la population, directement par des prélèvements et le coût de la vie, et indirectement par la casse des services publics, aggrave encore considérablement la situation. Il faut changer de philosophie et mettre le patient et les familles au cœur du dispositif, en orientant les moyens nécessaires pour qu'un maillage national adapté crée un véritable service de la santé pleinement accessible au public.

Les témoignages que vous présentez sur la stigmatisation de patients atteints du cancer sont sans commentaire, si ce n'est qu'il faut remettre cette société dans le bon sens, parce qu'aujourd'hui la course aux profits forcenée conduit à écraser tous ceux d'entre nous qui sont fragilisés, et que c'est parfaitement insupportable. Et bien sûr il en est de même pour les minima sociaux qui doivent permettre aux patients - comme aux handicapés, aux personnes âgées, etc. - de vivre dignement. Cela veut dire aujourd'hui qu'ils ne peuvent absolument pas être inférieurs à 1700 € nets par mois, ce que je réclame aussi pour le salaire minimum.

Le soutien de la Ligue contre le cancer à la recherche est bien connu, et votre revendication d'une valorisation des jeunes chercheurs répond bien sûr à votre préoccupation de renforcer durablement le potentiel scientifique nécessaire à la découverte de nouvelles thérapies. Elle entre aussi dans le cadre général de la défense des services publics que je soulignais plus haut. Les gouvernements qui se sont succédé depuis douze ans, de gauche comme de droite, n'ont jamais respecté l'engagement qu'ils avaient pourtant pris en 2000 au sommet européen de Lisbonne de faire croître l'effort de recherche de 2,1 à 3%. Le service public de la recherche, comme celui de l'enseignement supérieur, subit aussi les contrecoups de la crise qu'on fait payer à la population plutôt qu'aux riches actionnaires et industriels qui en sont responsables. C'est l'ensemble de cette politique qu'il faudra faire changer, quel que soit le nouvel occupant de l'Elysée.

Enfin, vous mettez en avant la revendication d'un prélèvement sur les bénéfices de l'industrie du tabac et je suis entièrement d'accord avec vous. Mais qu'attendre d'un Etat lui-même indirectement intéressé par une course à des profits juteux qui reposent sur l'attrait de substances dangereuses ? Les actionnaires des trusts cigarettiers font partie de cette infime minorité de profiteurs qui exploitent la population pour en tirer un maximum de bénéfices. Que cela aboutisse dans nombre de cas à la maladie et à la mort, ils n'en ont cure. Et l'Etat est d'abord à leur service, au nom de la « liberté d'entreprise » quand ce n'est pas la « liberté » tout court ! Liberté d'empoisonner ? Circonstances évidemment aggravantes, l'Etat est lui-même directement intéressé financièrement au succès de ces opérations qui lui rapportent des milliards. Vous avez donc parfaitement raison de poser le problème comme vous le faites : il faut d'abord faire payer à ceux qui en sont directement responsables les frais de la politique de prévention et de soin à mettre en œuvre. Il faut prélever sur les fortunes des cigarettiers et utiliser cet argent pour contribuer à une politique globale de lutte contre le cancer.

Je ne serai pas élue, et il ne serait donc pas raisonnable que je fasse, en réponse à vos questions les plus techniques, des propositions plus précises qui n'auraient aucune chance d'être mise en œuvre par mon gouvernement. Toutefois, ceux qui prétendent vous promettre ces évolutions parmi les autres candidats ne diront pas, comme je le fais, que pour parvenir à cette remise en ordre des priorités, on ne peut justement pas compter sur les bulletins de vote. La pression financière qui s'exerce sur les gouvernements aboutit systématiquement, s'il n'existe pas de contre-pression plus forte venant des utilisateurs du système, patients, associations et personnels unis, à des mesures de restriction des moyens et à des taxes qui touchent l'ensemble de la population.

Ce n'est que par une lutte collective déterminée que nous pourrons réussir à imposer un changement complet d'optique, qui mette enfin réellement les patients et les personnels au cœur du dispositif et leur accordent les moyens de le développer. Alors, mais alors seulement, le cancer pourra être pleinement combattu comme vous le souhaitez, sous toutes ses formes et à partir de tous les angles d'attaque indispensables.

Nathalie ARTHAUD

